692

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 692 28 juillet 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz

Signal d'alarme

Face à l'entreprise xénophobe qui reprendra — c'est inévitable — de la vigueur avec l'automne et les élections au Parlement fédéral, la gauche tente de réagir. Elle attaque Vigilants et Action nationale en rappelant sur quoi ont débouché les rancœurs et l'intempérance verbale d'une autre petite bourgeoisie désécurisée, celle de l'Allemagne dès la fin de la Première Guerre Mondiale. Ou encore, la gauche explique longuement en quoi la réaction xénophobe fait le jeu des milieux dominants, puis-que elle détourne sur les étrangers la colère populaire. Démonstrations tous azimuts.

Côté idées, la réplique est bien menée.

Mais quel est l'impact réel de ces tirs d'artillerie sur l'électorat de gauche dont une partie est tentée, on le sait, par la campagne xénophobe? C'est une tout autre affaire.

Malheureusement, la question, comme bien d'autres, ne se réduit pas à une dimension intellectuelle ou historique. Même si les faits sont bien posés.

La xénophobie est aussi une réaction de peur: un groupe social croit échapper à l'agression dont il se sent la victime en se retournant contre plus faible que lui.

La restructuration économique actuelle qui accroît le stress de chacun, la pénurie de logements bon marché, cela (et bien d'autres choses), amène nombre de nos concitoyens à chercher des boucs émissaires. Il est plus facile d'attaquer le réfugié africain qui a la chance de se voir attribuer un appartement que les responsables de la politique du logement.

Cette réaction est révélatrice d'une faiblesse plus générale: la prospérité aidant, le sentiment de solidarité s'est défait, alors que pendant des décennies il avait été la pierre de touche des combats sociaux.

Il est difficile de nier complètement ce fait de civilisation. Mais la gauche, elle-même, a accéléré ce processus. La solidarité est un sentiment qui se crée, se vit, s'expérimente dans l'action, et principalement, dans l'action syndicale.

Aujourd'hui, l'énergie des partis de gauche et des syndicats, en tout cas une bonne partie de cette énergie, est absorbée par les négociations «au sommet», par l'action parlementaire. Le contact avec les pékins de cotisants se réduit au strict minimum, enregistrements administratifs, vote lorsqu'il y a lieu, lecture (difficile) / adoption des programmes et des proclamations. Seule exception: les milieux écologistes, à l'action militante intense, où la communication passe bien du «haut» en bas; mais ne rêvons pas: il s'agit là d'un secteur privilégié, souvent sur le plan intellectuel et souvent sur celui des revenus.

Ajoutons à cela, puisque nous y sommes, que le militant de gauche est pratiquement trois fois sur quatre, préservé des problèmes économiques de l'heure, et sans crainte pour son emploi, parce qu'il appartient à la fonction publique. Grand bien lui fasse! Mais on comprendra dès lors que la parole passe mal entre la gauche organisée et ses fiefs «naturels» — particulièrement les ouvriers et les employés du secteur privé.

Dans ces conditions, la montée de la xénophobie dans les milieux populaires doit être comprise comme un premier accroc, et certainement comme un avertissement décisif: la solidarité, l'assurance qu'elle entraîne, se créent dans le contact, l'action commune.

«Programme», une fois encore, plus facile à énoncer qu'à réaliser.

«Domaine Public», toujours au rythme estival, jusqu'à la fin du mois d'août, parution tous les quinze jours.

Les prochains numéros:

DP 693, les 11/12 août.

DP 694, les 25/26 août.

A bientôt.

PENDULE

Quitter la ville pour travailler

On connaît le mouvement migratoire des campagnes vers les villes, des régions périphériques vers les centres développés. Mouvement amplifié par la récession économique, avec à la clef les déséquilibres démographiques — vieillissement des régions abandonnées — et d'équipements — logements vides ici, pénurie aiguë là.

Mais ces centres qui attirent n'offrent pas toujours des conditions favorables à l'activité économique. Les services publics, les grandes régions notamment, y souffrent même d'un manque chronique de main-d'œuvre; la rareté des logements et le coût de la vie dans les grandes villes dissuadent les candidats potentiels.

Cette situation a poussé un jeune artisan genevois, Alain Kirchhof, à quitter la ville du bout du lac Léman pour s'installer à la Vallée de Joux. Ce joaillier-sertisseur établi à son compte depuis 1966

ESPOIR

Le compte à rebours du service civil

Refusée sans appel ni contre-projet tant par le Conseil fédéral l'année dernière que par le Conseil des Etats, l'initiative populaire «pour un authentique service civil fondé sur la preuve par l'acte» devait subir le même sort devant le Conseil national lors de la session de juin. Mais elle ne parut finalement pas à l'ordre du jour, histoire, comme beaucoup l'ont compris depuis lors, de permettre l'aboutissement des pourparlers menés au sein d'un «groupe de travail» comprenant des membres

emploi deux ouvriers. A Genève, il existe une trentaine d'ateliers semblables, qui n'effectuent d'ailleurs que le tiers du travail offert par les horlogers et les joailliers: la plus grande partie des commandes est exécutée en Espagne, en Italie et en France.

Un marché existe donc. Mais lorsqu'Alain Kirchhof a décidé de développer son entreprise, il s'est heurté au coût élevé des locaux, au manque de personnel qualifié et à l'impossibilité de loger des employés qu'il aurait pu faire venir de l'extérieur. D'où cette décision d'émigrer à la Vallée de Joux où les conditions sont beaucoup plus favorables: une ancienne usine d'horlogerie, des appartements disponibles, des travailleurs qualifiés recyclables dans la branche.

Le nouvel atelier dont l'activité démarre en août offre une quinzaine de postes de travail, des places d'apprentissage, avec des perspectives d'extension. Le projet a été encouragé par la commune du Chenit et soutenu par l'Association pour la diversification de l'activité économique de la Vallée de Joux, de l'Etat de Vaud et par la Confédération.

de diverses organisations et au sein duquel le Département militaire s'était fait représenter.

Le 4 juillet 1983, le Conseil de la Fédération des églises protestantes de la Suisse pouvait présenter le contre-projet dont on trouvera le texte complet ci-contre.

MÊME LA «NZZ»

Fait intéressant, ce texte a été jugé digne d'examen tant par le comité d'initiative que par certains milieux traditionnellement opposés à l'objection de conscience (voir par exemple l'éditorial nuancé publié par la «NZZ» du 23/24 juillet 1983).

Il est trop tôt pour dire si cette nouvelle proposition suffira à débloquer un débat pratiquement interrompu depuis le refus de l'initiative dite de Münschenstein en décembre 1977. Il faut en particulier attendre la réunion à fin août du comité de l'initiative pour un authentique service civil, qui devra tenter de se prononcer sans se laisser écraser par l'énorme responsabilité de risquer un nouvel — et durable cette fois — échec devant le peuple et les cantons.

L'INEFFABLE MAJOR

En marge de ce débat fondamental, ou plutôt très, mais très au-dessous de ce débat, l'ineffable major Roland Troyon, gardien-chef de l'aéroport intercontinental de Cointrin, rappelle son opposition aux «objecteurs, réfractaires, simulateurs» dans la dernière livraison (N° 27) de son périodique trimestriel bilingue pompeusement intitulé «Justice et Vérité». Il fait en les termes suivants, dont le caractère diffamatoire n'a échappé qu'à lui-même.

J'ai déjà abondamment dit et écrit tout le mépris que je ressens pour ceux de nos concitoyens qui se refusent à défendre leur pays, quels que soient les motifs invoqués.

Mon propos d'aujourd'hui n'est pas de revenir sur l'attitude de ces deux catégories de fumistes et d'utopistes, encore qu'aucune occasion de stigmatiser celle-ci ne soit à écarter, mais bien de m'attaquer à une troisième catégorie de salopards plus sournois, plus machiavéliques, j'ai nommé celle des... SIMULATEURS.

Ils seraient des centaines, voire des milliers, à avoir réussi à se faire dispenser «MÉDICALEMENT» du service militaire, sans qu'il soit possible de le prouver, malheureusement.

Les archives «médicales», comme chacun sait,

c'est du « top secret » réservé à une élite de spécialistes... mais ce serait son pesant de dynamite à l'état pur si celles-ci venaient à être portées à la connaissance du grand public, à savoir des citoyens qui, eux, remplissent honnêtement leur DEVOIR de soldat... lorsqu'ils pourraient constater combien de gens prétendument « BIEN » ont eu recours à ce vil stratagème pour se « tirer des flûtes ».

Mais voilà, pour obtenir une dispense médicale, il faut être deux; celui qui la réclame, à juste ou à faux titre, et celui qui ACCEPTE de la donner... à nouveau à juste ou à faux titre.

Si c'est valablement, rien à redire. Par contre, si la dispense accordée relève de la prestation « COMMERCIALE » du médecin vis à vis d'un « client » auquel on ne peut rien refuser... alors là, je dis NON, trois fois NON, et je crie au scandale. Et que l'on ne me dise pas que le corps médical, dans son ensemble, est incapable de ces coupables accommodements avec la déontologie... car je ne le crois pas.

Voilà donc un major qui ne s'encombre pas de précautions verbales, ni de conventions graphiques, encore moins d'usages grammaticaux et syntaxiques. Il clame dans le désert toute sa rage impuissante, non sans avoir su trouver une cause de réconfort :

Ma consolation, si l'on peut dire, serait de constituer, en cas de guerre, un détachement de « dépiégeage » avec tous ces « Objecteurs, réfractaires et autres simulateurs » ayant pour mission de déminer les zones dangereuses... Il va sans dire que je solliciterais volontiers l'insigne honneur de m'occuper de ces gens-là et de leur montrer la voie...

Bref, notre major rêve d'emmener une troupe non préparée, pour une de ses glorieuses missions comme celles que les imams iraniens réservent aux garçons de douze à treize ans qui ont le malheur d'avoir du sang arabe dans les veines.

ANNEXE

Encore trois variantes

Pour mémoire, le texte du contre-projet élaboré par le « groupe de travail » qui a fait grand bruit en ce début d'été, sous la forme d'un article constitutionnel 18 bis (nouveau), pas encore mis au point dans sa forme définitive (voir les variantes ci-dessous), cette proposition-là n'est qu'une réponse à l'initiative populaire « pour un authentique service civil, basé sur la preuve par l'acte », déposée en 1979, et qui avait la teneur suivante, en quatre points:

- 1 Celui qui ne peut concilier les obligations militaires avec les exigences de sa conscience et qui, pour le prouver, est prêt à accomplir un service civil, est libéré du service militaire.

2e phrase du 1er alinéa - variantes

a)	b)	c)
Le service civil a une durée double de celle de la totalité du service militaire refusé.	Le service civil a une durée plus longue que la totalité du service militaire refusé.	Le service civil a une durée plus longue (double au maximum) que la totalité du service militaire refusé.

Il doit exiger un effort personnel équivalent à celui que requiert le service militaire.

- 2 Le service civil comprend des activités en rapport avec les buts généraux de la Confédération; il s'accomplit sous la surveillance de celle-ci, en collaboration avec les organisations et institutions existantes.
- 3 La législation règle les dispositions d'application.

Dispositions transitoires pour les variantes b) et c)

Pour les dix années qui suivront l'institution du service civil: La durée du service civil correspond au double de celle que représente la totalité du service militaire refusé.

1. Celui qui refuse le service militaire en est libéré s'il accomplit un service civil. La durée du service civil est d'une fois et demi celle de la totalité du service militaire refusé.

2. Le service civil a pour but la Paix en contribuant à écarter les causes d'affrontements violents, à réaliser des conditions de vie dignes de l'homme et à renforcer la solidarité internationale.

3. Le service civil s'accomplit dans le cadre d'organisations et d'institutions publiques et privées qui correspondent à ses buts. La Confédération en assure la surveillance et la coordination.

4. La loi règle les modalités d'application. A comparer avec les suggestions actuellement en discussion:

RITOURNELLE ESTIVALE

La crise vue d'Interlaken

Une filature en déficit.
Le quart des emplois menacés.
Deux sociétés propriétaires:
L'une se dit coopérative,
L'autre pas, c'est tout le contraire.
La première s'appelle Coop Suisse,
La seconde, Usines d'Ems,
Avec un boss dur, un député,
Le militaire nommé Blocher.
Les juristes ont su les marier,
La Coop avec l'UDC.
Ce printemps donc, la Coop vend.
Un Zurichois croit acheter.
Mais les actions restent en mains
Du sire Blocher qui les détient.
Ces jours derniers, Coop revend,
Cette fois-ci à des Allemands.
Et en accord avec Blocher,
Bien trop heureux de faire l'affaire.

Hurllements du premier client.
Les juristes ont de quoi plancher
Pour débrouiller ce beau dossier.

Pas facile d'y voir très clair:
Des communiqués sibyllins,
Des versions contradictoires,
Des mesures provisionnelles,
Des intérêts pas tempérés,
Et des atouts bien percutants:
Blocher et les p'tits détaillants,
Le Zurichois et son contrat,
Les Allemands et leur argent.
Les juristes diront une fois
Où sont les droits, où la bonne foi.

DP se permet d'observer:
L'UDC sait aussi brader
Quand le profit est étranger.
Coop se fait aussi capital,
Quant elle y voit son but final.
L'une et l'autre, ça les ennuie,
Toutes ces idéologies.
Les travailleurs dans tout cela?
Comme c'est dommage, y a pas de loi!

Y. J.

DISCOURS FÉDÉRAUX

Kurt Furgler le contrarieur

Willi Ritschard a pris l'habitude de faire des malheurs chaque fois qu'il prend la parole en public: goût et sens des formules qui font mouche. Un malheur, mais d'une autre sorte, Kurt Furgler vient d'en faire un à son tour, et à sa manière: devant un parterre de responsables économiques et d'ingénieurs venus congresser à Rüslikon sur le thème de l'avenir de la micro-électronique et de la micro-technique en Suisse, le chef du Département fédéral de l'économie publique a fait un exposé

dont le contenu, tout émaillé de questions, avait déjà de quoi étonner, et dont le ton surtout tranchait nettement sur l'ennuyeuse politesse des habituels discours fédéraux.

Toujours est-il que depuis le 29 juin dernier, lendemain du fameux discours provocateur, la presse alémanique se fait l'écho de réactions assez vives et d'une contrariété évidente de la part des cadres supérieurs des entreprises suisses petites et plus grandes qui n'ont pas l'habitude de se voir interpellés de front par un conseiller fédéral.

La presse patronale romande s'est empressée de relayer le mécontentement soulevé outre-Sarine

par le discours de M. Furgler, et encore grandi par le maintien de son projet d'instituer une garantie contre les risques à l'innovation; et d'accuser KuFu de faire preuve d'intempérance («L'Ordre professionnel» du 15 juillet 1983) ou carrément d'orgueil («Bulletin patronal» N° 78/83).

Il faut dire que cette immixtion de l'interprétation psychologique dans la politique économique suisse remonte précisément au fameux discours furglerien prononcé le 28 juin dernier. Qu'on en juge plutôt!

DES INDUSTRIELS CULPABILISÉS

Après avoir analysé les causes des absences ou du déclin de la Suisse en matière de technologies nouvelles, et après avoir rappelé que nous connaissons de fait un taux de croissance réelle zéro de notre économie depuis une dizaine d'années, M. Furgler en vient aux remèdes à apporter à cette malade qui est la capacité concurrentielle des entreprises suisses. Avec tout le respect dû au principe prépondérant de la liberté du commerce et de l'industrie, assure M. Furgler, le Conseil fédéral considère comme de son devoir de contribuer au redressement de la situation; d'où la proposition d'une garantie contre les risques à l'innovation, qui s'est heurtée comme on sait à une très forte opposition de la part des milieux économiques, y compris de la part des bénéficiaires principales, à savoir les petites et moyennes entreprises. Nullement dérouté, encore moins détourné de son projet par ces réactions, M. Furgler les interprète comme suit: «Les uns ont répondu (à la procédure de consultation. Réd.) par la fuite dans le discours qui n'engage à rien ou par la discussion de conditions générales, les autres ont réagi en manifestant une vive opposition. Il y a beaucoup de passion dans ce refus, au point que l'on doit presque admettre qu'il exprime peut-être aussi une espèce de sentiment inavoué de culpabilité au vu des chances inexploitées.»

Et M. Furgler de poursuivre, après avoir une fois de plus reconnu la priorité à la liberté de l'entrepreneur: «Une partie de l'ancienne génération croit percevoir le reproche de n'avoir pas cherché à relever le défi des changements avant tout provoqués par les nouvelles technologies. Cette partie de l'ancienne génération se trouve pour ainsi dire — et je ne le dis pas dans le sens d'un reproche, comprenez-moi bien — coincée entre ceux qui préconisent la croissance zéro comme but et ceux qui posent la question de savoir pourquoi notre pays a en fait connu depuis une décennie un taux de croissance à peine supérieur à zéro.»

Après une rapide défense et illustration de la nécessité du développement économique dans les pays industrialisés (pour aider les autres en ouvrant des marchés à leurs produits), M. Furgler conclut sans la moindre ambiguïté: «On entend continuelle-

ment et cela depuis des années les chefs d'entreprises déplorer que les profits soient insuffisants et qu'il faut prendre sur la substance financière. Cette plainte exprime le sentiment et la constatation qu'on n'a souvent pas réussi à remplacer à temps des produits ou des méthodes de production, confrontés à l'échelle mondiale au développement de la connaissance et de l'innovation.»

En traduction libre et en termes moins polis, cela donne: «Vous autres vieux patrons de l'industrie suisse, vous avez longtemps dormi, et vous vous réveillez maintenant — trop tard? — en pleurnichant sur vos soi-disants petits malheurs fiscaux alors que le vrai malheur pour vous d'abord, pour vos collaborateurs et enfin de compte pour toute l'économie nationale, n'est autre que votre propre incompétence et votre manque d'esprit de prévision.» A bon entendeur...

PAIX DU TRAVAIL

Une industrie bien organisée

«La Paix du travail est sauvée», entendait-on de tous côtés après la signature par la Ftmh de la convention collective de la métallurgie, il y a quelques jours. Pas si simple: le contenu du texte, la façon dont il a été accepté par le «partenaire» syndical, le dessous des cartes de la négociation, tout cela contribue à donner à cet accord une portée quasi historique. Nous commençons ci-dessous à poser quelques jalons. A suivre dans tous les prochains numéros de DP!

La Société suisse des constructeurs de machines (VSM) regroupe les entreprises de l'industrie des machines et métaux, dont les ateliers comptent au

moins 20 ouvriers. Les 484 maisons membres occupaient à la fin de 1982 quelque 208 000 personnes (contre 215 000 à fin 81 et 200 000 cinq ans plus tôt).

Le VSM célèbre cette année le centième anniversaire de sa fondation, rappelée par l'émission d'un timbre de propagande à 80 centimes en février dernier.

Dès ses débuts, le VSM s'est efforcé de faire valoir les intérêts des différents secteurs d'une branche industrielle très variée, notamment auprès des autorités fédérales. Le VSM s'occupe essentiellement, en particulier d'affaires commerciales, douanières, financières, fiscales et conjoncturelles. A son siège zurichois, la Société suisse des constructeurs de machines abrite d'ailleurs les secrétariats de la garantie contre les risques à l'exportation et de celle contre les risques d'investissement. Les «affaires de compensation» (en liaison avec l'achat des avions Tiger) ont également été gérées

depuis le siège du VSM, où se trouve également l'Association suisse de Normalisation...

Par ailleurs, le VSM procède périodiquement à des enquêtes conjoncturelles auprès d'un échantillon représentatif des entreprises membres. Les derniers pointages effectués à fin mars 1983 laissaient apparaître un léger mieux: des réserves de travail pour 6,1 mois (contre 5,9 mois à fin 1982), des rentrées de commandes en hausse de 5,2% à 3,6 milliards de francs. Mais l'allongement des réserves de travail est lié aux horaires réduits (chômage partiel) et les commandes nouvelles viennent surtout de Suisse, alors que l'étranger représente traditionnellement près des deux tiers du chiffre d'affaires de la branche. L'avenir de cette dernière demeure donc mal assuré, même si un porte-parole du VSM déclarait récemment à Lausanne que cette Société «n'aime pas parler de crise».

De même que le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, qui s'occupe essentiellement de politique économique, est flanqué de l'Union centrale des associations patronales, qui défend les mêmes en leur qualité d'employeurs, de même le VSM travaille en étroite collaboration avec l'Association patronale de l'industrie des machines et des métaux (ASM), elle-même fondée en 1905. C'est l'ASM qui a signé en 1937 la fameuse paix du travail, et plus récemment, la nouvelle convention collective avec la FTMH.

L'ASM regroupe plus de 530 entreprises, comptant chacune au moins trente collaborateurs. La double appartenance VSM - ASM n'est pas une obligation, mais une pratique courante. En outre, l'ASM accueille traditionnellement des entreprises de secteurs voisins, tels que les fabricants de matières plastiques et de caoutchouc ou les câbleries et tréfileries. En Romandie, les activités de l'ASM sont relayées par le Groupement de métallurgistes vaudois, et par l'Union des industriels en métallurgie du canton de Genève (UIM).

Fritz Platten, Moscou et le Parti du Travail

Suite fort intéressante et inédite dans les trois livraisons de juillet de la «Voix Ouvrière», à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Fritz Platten.

Ce militant et leader du mouvement ouvrier suisse, ténor de l'opposition de gauche au sein du Parti socialiste suisse (PSS), présent à Zimmerwald et à Kiental, organisateur du retour de Lénine en Russie dans un wagon plombé, fondateur du Parti communiste suisse après le refus du Parti socialiste d'adhérer à la III^e Internationale, émigre en Union soviétique en 1923 avec cinquante autres Suisses pour y créer une commune agricole. Plus tard, il enseigne l'économie et l'histoire du Komintern à l'Institut des langues étrangères de Moscou.

Mais son amitié pour Zinoviev et Radek le désigne à la vindicte de la bureaucratie stalinienne. Arrêté une première fois en 1936 sous l'inculpation d'espionnage — sa femme est alors exécutée — il est libéré, puis de nouveau arrêté en 1938, torturé et envoyé dans un camp où il meurt en 1942.

L'intérêt de l'étude présentée par la «VO» réside dans la publication de lettres que Platten a écrites depuis les camps de travail, inédites à ce jour, et qui décrivent la vie dans le goulag.

Domage que l'auteur des articles parus dans l'hebdomadaire communiste ait cru bon d'opposer le silence de la Suisse officielle et du PSS à propos du dirigeant ouvrier disparu, à l'hommage rendu par l'Union soviétique au révolutionnaire après sa réhabilitation en 1956 (rue Platten à Njandoma, musée Platten à Volskz)...

La Suisse a-t-elle jamais célébré des dirigeants

ouvriers — on peut le regretter — et le PSS devrait-il tresser des lauriers à ses anciens dirigeants qui, minoritaires, ont rejoint la III^e Internationale? L'hommage posthume de l'URSS est la moindre des choses quand on sait le prix préalable qu'a dû payer son bénéficiaire!

Inutile donc, sous prétexte de décharger les Soviétiques — ah! ce cordon ombilical — de vouloir culpabiliser la Suisse et le PSS.

*

Si le «Volksrecht», organe des socialistes zurichois, publie en 1956, après l'écrasement de la révolte hongroise — la «VO» parle pudiquement des «événements de Hongrie» — une lettre du fils de Platten où celui-ci se distance du Parti suisse du travail et, en se référant à son père, «donne libre cours à une haine aveugle de l'URSS et du communisme», à qui la faute? Il s'agit de ne pas confondre les effets et la cause.

TÉMOIGNAGE

Aux premiers vagissements de l'AVS

Revenant sur une des controverses de l'année écoulée, le dernier numéro du trimestriel des socialistes chrétiens de langue française, «L'Espoir du monde» (adresse utile: G. Cuedet, Gd.-Vennes 3C, 1010 Lausanne) publie un document, sous la plume d'André Rochat, qui retiendra certainement l'attention des lecteurs de DP. Voici donc ce texte très significatif, titré «Souvenirs d'un pasteur engagé — Tracasseries: rien de nouveau sous le soleil! — Après la grève de 1918.»

C'est à la demande du comité de la Fédération romande des socialistes chrétiens, et non sans hésitations,

que le soussigné raconte quelques péripéties de son ministère, discuté, remontant à 1921 et marqué par des difficultés politiques se traduisant par ce que l'on peut bien appeler des tracasseries. Nous sommes plusieurs à pouvoir évoquer des souvenirs de cet ordre. On a beaucoup parlé récemment du cas de notre camarade, le pasteur Pellaton de Lausanne qui fut cité à comparaître devant le Conseil synodal de l'Eglise vaudoise pour avoir accepté de devenir membre du parlement cantonal (député au Grand Conseil), malgré l'opposition de l'autorité ecclésiastique.

Ma première comparution devant cette même autorité (elle s'appelait alors «Commission synodale») date de 1922. Pour comprendre les faits, il faut se souvenir de la grève générale de novembre 1918 au moment où se terminait la guerre de 1914-1918 et peu après la révolution russe de 1917. Devant la mobilisation de nombreuses troupes, le comité d'Olten, formé de socialistes et de syndica-

listes, mit fin à la grève en posant ses conditions; deux surtout: l'élection du Conseil national selon le système proportionnel (acceptée), et l'institution de «l'Assurance Vieillesse et Survivants» (promise, et réalisée après la fin... de la deuxième guerre mondiale!).

Une initiative populaire fut alors lancée par le Parti socialiste, demandant un prélèvement sur les fortunes supérieures à fr. 80 000.— Le but était de constituer un fonds pour l'Assurance Vieillesse promise. Soumise au verdict populaire en décembre 1922, elle fut refusée dans une proportion de 7 contre 1, après une campagne d'une vigueur inaccoutumée à l'époque. Les Eglises, catholique et protestante, n'avaient pas hésité à entrer dans l'arène pour défendre «le principe sacré de la propriété privée» (voir: «Le mouvement ouvrier suisse, documents, de 1800 à nos jours», Ed. Adversaires, Genève 1975, p. 212-13).

Le synode de l'Eglise vaudoise avait décidé, peu avant cette consultation, qu'une circulaire de

l'autorité exécutive de l'Eglise devrait être lue en chaire par les pasteurs pour signaler l'importance de la votation. En fait, l'appel fut une invitation à repousser l'initiative.

Partisan, quant à moi, de ce prélèvement sur les fortunes, j'écrivis à la Commission synodale pour demander d'être dispensé de faire cette lecture. Je fus convoqué. On m'assura que mon opinion de citoyen ne pouvait me dispenser de lire ce texte. Un banquier, membre de cette autorité, me déclara que l'acceptation du projet l'obligerait à licencier une partie de son personnel. Je lui répondis qu'une décision favorable ferait moins de mal qu'une révolution violente.

En précisant que j'y étais obligé, je lus le document lors du culte et pris ensuite comme texte de ma prédication le verset: «Ne vend-on pas cinq passe-reaux pour deux sous? Pourtant Dieu n'en oublie pas un seul! Matthieu 10; 29».

Les journaux bourgeois avaient fait une campagne passionnée contre le prélèvement et laissé entendre que tous ses partisans étaient des communistes désireux d'instaurer un régime semblable à celui des soviets.

Le jour du vote, dans un local sans isoloir (cette pratique ne fut introduite que plus tard), on me remit un bulletin plié au coin. En le voyant, je me suis dit: après tout, si l'on veut ainsi connaître mon opinion, pour laquelle je n'ai pas fait de propagande, je n'y vois pas d'inconvénient! Dans cette commune (Vaulion), il n'y eut que deux «oui». Tous les autres citoyens avaient refusé l'initiative socialiste.

Le même soir, le syndic me prit à part, après une conférence au Temple; il me déclara qu'il savait comment j'avais voté et qu'il démissionnait du conseil de paroisse, dont il était membre, car il ne voulait pas collaborer avec un communiste. Je lui répondis que je n'étais pas communiste et que mon vote avait été inspiré essentiellement par le but du prélèvement: l'Assurance Vieillesse. Je fis allusion au bulletin plié au coin. Le lendemain, sur mes explications, le syndic retira sa démission du conseil de paroisse.

A. R.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Dis-moi avec qui tu vis...

Toujours à propos de la Vallée et de la démonologie: on est souvent surpris par les *années-lumière* qu'il paraît y avoir entre deux régions, entre deux hommes ayant vécu pourtant à la même époque. L'abbé Prévost... Tenez: l'abbé Prévost, le précieux auteur de *Manon Lescaut*, a fait paraître aussi une *Histoire générale des Voyages*:

«Ou Nouvelle Collection de toutes les relations de Voyages par Mer et par Terre qui ont été publiées jusqu'à présent dans les différentes langues de toute les nations connues.

Contenant

Ce qu'il y a de plus remarquable, de plus utile et de mieux avéré, dans les Pays où les Voyageurs ont pénétré

Touchant leur situation, leur Entente, leurs Limites, leurs Divisions, leur Climat, leur Terroir, leurs Productions, leurs Lacs, leurs Rivières, leurs Montagnes, leurs Mines, leurs Citez et leurs principales Villes, leurs Ports, leurs Rades, leurs Edifices, etc. Avec les Moeurs et les Usages des Habitants, leur Religion, leur Gouvernement, leurs Arts et leurs Sciences, leur Commerce et leurs Manufactures Pour former un système complet d'Histoire et de Géographie moderne, qui représentera l'Etat actuel de toutes les Nations

Enrichi de cartes géographiques nouvellement composées sur les observations les plus authentiques;

de Plans et de Perspectives; de Figures d'Animaux, de Végétaux, Habits, Antiquitez, etc.

Nouvelle Edition.

Revue sur les Originaux des Voyageurs, et où l'on a non seulement fait des Additions et des Corrections très considérables;

Mais même ajouté plusieurs nouvelles Cartes et

Figures, qui ont été gravées par et sous la Direction de J. Van der Schley, Elève distingué du célèbre Picart le Romain.»

Une trentaine de volumes grand format. «A la Haye, chez Pierre de Hardt, M. D. CC. LV (1755). Avec le Privilège de Sa Majesté Impériale et de nos Seigneurs les Etats de Hollande et de West-Frise.» Mil sept-cent cinquante-cinq: c'est l'année du tremblement de terre de Lisbonne, dont le petit Goethe, six ans, entend son père, le *Geheimrat*, parler à table. Voltaire, soixante-et-un ans, publie le poème sur le *Désastre de Lisbonne* et va se mettre à *Candide*. Ce qui n'empêche pas le tome XIII de l'*Histoire générale*, page 177, de nous rapporter les faits suivants:

«On dit qu'à Macassar les femmes accouchaient souvent d'un alligator, ou d'un crocodile, avec un enfant.»

Le fait serait attesté par des témoins «dignes de foi»!

J'ai cherché où se trouvait Macassar, qui à l'époque faisait partie des Etats du Grand Mogol: c'est une ville de 350 000 habitants, sur la côte sud-ouest de l'île de Célèbes. Il semblerait qu'à date récente, les femmes indigènes n'aient plus connu pareilles mésaventures.

Ajoutons que l'abbé Prévost fut aumônier du Prince de Conti, cousin du Roi, neveu ou petit-neveu de Louis de Bourbon, prince de Condé, dit «le Grand-Condé».

Ajoutons encore que cette même année 1755, Charles-Louis de Secondat de la Brède de Montesquieu, auteur de l'*Esprit des Lois*, mourait à Paris; que Denis Diderot faisait paraître le tome V de l'*Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers*; et que la femme de Léopold Mozart s'apprêtait à mettre au monde l'année suivante — non pas un alligator, mais le petit Wolfgang-Amadeus...

Bref, le «siècle des Lumières»!

J. C.

A DEUX PAS

La rage d'émettre

En France, partout des stations locales de radio. Grâce à leurs voitures qui suivent les manifestations et autres «actualités», facile de repérer leur existence et de prendre note de leur longueur d'ondes.

Lorsque la localité où vous passez vos vacances indique dans la brochure destinée à ses hôtes: «101,5 Mhz — Ecoutez la station Joie de Vivre — Programme entièrement réalisé par le personnel de la station, en collaboration avec RFM (Radio Fréquence Médoc)», il se peut que vous cherchiez à rencontrer cette nouvelle race de «communi-quants».

L'HOMME-ORCHESTRE

Sur place, voici l'homme-orchestre, celui qui s'occupe en fait de la diffusion des programmes de RFM, qui opère sur 85,3 Mhz à Lesparre, une sous-préfecture du département de la Gironde, et qui ajoute les compléments locaux indispensables. Déjà une petite épopée. Aux premiers âges des

radios libres en France, quelques copains émettaient à Bordeaux. Sans grandes perspectives d'avenir: pas d'autorisation définitive en vue. Les voici donc qui offrent leurs services à un maire de la région, à Lesparre, désireux d'avoir dans sa ville une radio locale. C'est l'installation et l'obtention du droit d'émettre. La station estime être écoutée par 25 000 personnes hors période estivale. Au programme, de la musique, quelques informations, des «services» et aussi, les animateurs ne le cachent pas, de la publicité, même si cela n'est pas absolument réglementaire.

Et partout ces mêmes pionniers. A Maubuisson, le relais n'était pas encore autorisé en juillet, mais cela n'empêche pas d'émettre, en profitant de l'existence de la «station-mère» RFM; et d'ailleurs ces pirates-là sont tenus à Carcans pour la station locale.

Et puisque Lacanau a sa Radio Médoc Océan, qu'est-ce qui empêcherait Carcans-Maubuisson d'avoir sa «Station Joie de Vivre»?

Grouillement passionnant. Ecllosion d'enthousiasmes. La ruée vers les concessions en Suisse recouvre-t-elle vraiment semblable appétit? On voudrait le croire. Mais ici ou là, on découvre déjà comme un froid sur les fréquences à naître. A-t-on négligé la clause du besoin?

Le numéro de juin compte 24 pages d'un format légèrement inférieur à celui de nos quotidiens; impression en offset plusieurs couleurs; en page 2, les décisions du Conseil municipal qui a siégé le 10 juin et l'annonce de la prochaine séance. Inévitables: les photographies des adjoints du maire et des conseillers délégués avec l'indication de leurs permanences qui occupent trois pages, complétées sur une page par les photos des conseillers non délégués...

Plus loin, d'autres informations locales plus générales, et au total, malgré ces détours très officiels,

un numéro d'un journal certainement utile pour mieux connaître la vie d'une cité qui ne manque pourtant pas de journaux, puisqu'en plus des quotidiens, Montpellier compte même un hebdomadaire local «Le journal de Montpellier» qui s'efforce de jouer le rôle que l'on attribue au «city magazine». Les «anciens» médias n'ont pas dit leur dernier mot.

EN BREF

La Suisse va chercher «ses» travailleurs étrangers de plus en plus souvent hors du champ de ses voisins immédiats. Il y a moins de vingt ans (1965), 80% des étrangers résidant dans notre pays étaient originaires des Etats quasiment limitrophes; aujourd'hui, la proportion est tombée à 62%. Si les Italiens sont toujours en écrasante majorité, leur part a diminué, passant entre 1965 et 1982 de 56% à 45% à peine (compte tenu des saisonniers et des fonctionnaires internationaux). L'Espagne a dans le même temps dépassé l'Allemagne pour la deuxième place (parts respectives: 11% et 9%). Suivent la Yougoslavie (6%) et la Turquie (5%), pays dont la proportion de ressortissants résidant en Suisse était encore inférieure à 1% en 1965. Après la France (5%) et l'Autriche (3%), on trouve aujourd'hui le Portugal (2%) à la huitième place, en constante progression depuis deux décennies.

COMMUNICATION

Tous les moyens sont bons

«Montpellier votre ville», juin 1983 n° 58, un numéro du «Bulletin d'information municipal» de la cité languedocienne. Directeur de la publication, le maire Georges Frèche. Comme le précise une note, «ce journal est financé par les recettes de publicité auprès des entreprises et du commerce montpelliérains».

MOTS DE PASSE

Autoportrait

A quatre épingles elle tient son discours au papier.

Hélène Bezençon.